

*Initiatives ministérielles*

Quelle serait la position du gouvernement aujourd'hui? Si nous avons été en 1980 et que le taux de propriété canadienne avait été de 26 p. 100, qu'aurait fait le gouvernement? Que penseraient les Canadiens?

**M. McDermid:** Voilà le problème des libéraux, ils vivent dans les années 1980. Nous sommes dans les années 1990.

**M. Lee:** Dites-moi où nous en serions. Si nous ne possédions que 20 à 25 p. 100 de notre secteur du pétrole et du gaz, que penseraient les Canadiens aujourd'hui? Que voudraient-ils que le gouvernement fasse?

Je trouve scandaleux l'abandon de cet objectif. Je crois que le gouvernement s'en moque. Or je soutiens, monsieur le Président, que vous voulons être les maîtres de notre secteur énergétique et que nous voulons être perçus comme tels.

Un projet de loi concernant le projet d'Hibernia vient d'être adopté à la Chambre. C'est un grand projet de mise en valeur de ressources sous-marines, le plus grand que nous ayons jamais entrepris. Les Terre-Neuviens pensent que c'est un grand projet, les Québécois aussi, et je le crois également. Beaucoup de gens sont très heureux des perspectives que nous ouvre la mise en valeur d'Hibernia. Mais, quand je dis «nous», de qui s'agit-il en fait?

Voilà la réponse: Mobil et Chevron ont une part de 50 p. 100, Petro-Canada et Gulf Resources ont le reste, soit 25 p. 100 chacune. Gulf et Petro-Canada sont sous contrôle canadien. Cependant, quelle serait la situation à Hibernia si Petro-Canada n'avait pas été là?

Serions-nous assez généreux pour subventionner un projet sous contrôle étranger dans lequel chaque baril de pétrole produit serait destiné au marché américain? Je crois que non.

**M. McDermid:** Nous pouvons régler cela.

**M. Lee:** Nous nous trouverions à donner nos réserves.

**M. McDermid:** Ne soyez pas ridicule, nous pouvons régler cela.

**M. Lee:** Je ne crois pas que nous serions assez généreux pour faire cela. Cependant, si Petro-Canada est une société d'État maintenant, c'est parce que les Canadiens en ont fait une société d'État il y a 15 ans, Dieu merci. À mon avis, d'ici à ce que le gouvernement adopte une politique énergétique nationale, Petro-Canada devrait rester une société d'État.

Je dirai quelques mots au sujet de l'unité canadienne et de l'édification de notre nation. Ce sont des points que mes collègues d'en face ne devraient pas oublier. Nous sommes encore en train de bâtir un pays. Nous avons parfois tendance à considérer comme acquises beaucoup de choses que nous avons. Nous avons beaucoup de libertés, nous avons beaucoup de richesses, dont certaines sont redistribuées et d'autres non. Nous avons beaucoup de nourriture. Nous avons beaucoup de pouvoirs publics, régime qui fonctionne bien sur la plupart des plans, mais pas sur tous les plans.

**Une voix:** Nous avons trop de pouvoirs publics.

**M. Lee:** C'est vrai que nous avons trop de pouvoirs publics. J'accepte cette remarque. Cependant, nous sommes beaucoup plus choyés qu'un tas d'autres pays dans le monde.

Petro-Canada n'entre peut-être pas dans la catégorie des vieilles institutions vénérables. En fait, je suis certain que non, mais comme de nombreuses autres créations canadiennes, nous avons dû la bâtir. Nous l'avons payée et nous l'avons développée.

**M. McDermid:** Vous l'avez achetée, vous ne l'avez pas développée.

**M. Lee:** C'est une manifestation de la présence de notre pays dans le secteur commercial. C'est une manifestation de notre identité nationale de l'île Pelée jusque dans l'Arctique. Ce n'est peut-être pas une société parfaite, mais elle nous appartient, et nous voulons la conserver. Nous en sommes fiers également. Le gouvernement devrait peut-être y penser à deux fois avant de se débarrasser de notre patrimoine de cette façon. Les ministériels commencent à ressembler un peu trop à une bande de profiteurs néo-conservateurs qui veulent se débarrasser de Petro-Canada parce qu'ils n'y attachent plus aucune importance.

Certains prétendent que Petro-Canada est incapable de se financer. Il existe au moins trois sources de financement d'entreprises commerciales. Il y a d'abord la marge brute d'autofinancement. C'est pourquoi, si je comprends bien, Petro-Canada a fait l'acquisition il y a dix ans et cinq ans d'un grand nombre d'actifs en aval. Ces actifs, des stations-service, servent en partie à financer les travaux de prospection et de mise en valeur d'une société pétrolière à intégration verticale. C'est là leur raison d'être. Petro-Canada se sert de la marge brute d'autofinancement en question à cette fin. Il n'y a rien à redire là-dessus. Cependant, selon Petro-Canada, cela est bien loin de suffire.

Il y a ensuite le financement par actions ou par emprunt. À l'heure actuelle, le gouvernement a prévu un certain type de financement par actions, des actions privilégiées, mais Petro-Canada se finance généralement